

LES ENQUÊTES DE L'ACT

Perception du tabac par les Français en 2022

Précisions méthodologiques

L'enquête présentée résulte de la cinquième et dernière édition des indicateurs de l'ACT-Alliance contre le tabac et mesure l'évolution de la perception du tabac en France. Elle a été réalisée par l'institut de sondage BVA pour l'ACT avec le soutien du fonds de lutte contre les addictions.

Il s'agit d'une enquête réalisée par internet via un Access Panel¹ auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en France métropolitaine. La méthodologie utilisée est identique pour les cinq premières enquêtes réalisées de novembre 2020 à septembre 2022 ainsi que pour celles à venir.

L'échantillon a été construit de façon à être représentatif de la population. La représentativité est assurée par la méthode des quotas, appliquée aux variables suivantes : sexe et âge du répondant, profession de la personne de référence du ménage, région et catégorie d'agglomération. Les résultats ont ensuite été redressés afin d'être représentatifs de cette population. Les données de calage utilisées proviennent de l'Enquête Emploi en Continu 2018 - 15 ans et plus (France Métropolitaine) de l'INSEE.

1. Panel présélectionné par une société de sondages, caractérisé par sa disponibilité pour répondre aux études. Des Access panels.

TABLE DES MATIÈRES

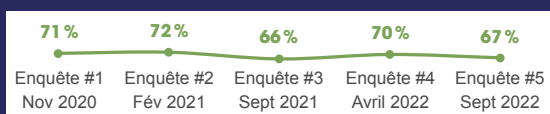
Introduction	<u>05</u>
Acceptabilité sociale du tabac	<u>06</u>
Opinion sur l'industrie du tabac	<u>08</u>
Perception de la lutte contre le tabac	<u>10</u>
Perception du sevrage tabagique	<u>12</u>
Conclusion	<u>14</u>

Note de lecture des graphiques

La mention **ST** signifie « **Sous-total** »

Par exemple : % ST D'accord = % Tout à fait d'accord + % Plutôt d'accord

Les **résultats des 5 premières enquêtes** sont rappelés de la façon suivante :



Les **évolutions de résultats** par rapport à la 1^{re} enquête ou la 4^e enquête sont indiquées de la façon suivante, lorsqu'il existe un écart statistiquement significatif à un seuil de 95 % :

↗ **4 vs #1**

Indicateur en hausse de 4 points par rapport à la 1^{re} enquête (novembre 2020)

↘ **5 vs #4**

Indicateur en baisse de 5 points par rapport à la 4^e enquête (avril 2022)

Les **différences significatives de résultats** sont indiquées de la manière suivante lorsqu'il existe un écart significatif de ce résultat par rapport au reste de la population (au seuil de 95 %) :

SOUS-TOTAL OUI
58 %

+ Non fumeur : 72 %
+ Ancien fumeur : 63 %
- Fumeur : 26 %

+ signifie qu'il y a 95 % de chances que le résultat de cette sous-population soit statistiquement supérieur à celui du reste de la population

- signifie qu'il y a 95 % de chances que le résultat de cette sous-population soit statistiquement inférieur à celui du reste de la population

Introduction

En 2020, plus de trois adultes sur dix déclaraient fumer (31,8 %) et un quart déclaraient fumer quotidiennement (25,5 %)² ; des résultats qui stagnent depuis 2019 et qui soulignent la nécessité de poursuivre les efforts et de compléter les méthodes de prévention en matière de lutte contre le tabagisme. C'est dans cette optique que l'ACT-Alliance Contre le Tabac, collectif d'associations reconnu d'intérêt général, a démarré en 2020 un programme pluriannuel de « Dénormalisation du tabac » financé par le fonds de lutte contre les addictions. La finalité principale de cette approche est de contribuer à la lutte contre le tabagisme en renouvelant les messages et les canaux de diffusion des campagnes de sensibilisation. Grâce à un discours novateur non plus centré sur les conséquences sanitaires de l'addiction au tabac mais sur les conséquences sociétales et environnementales méconnues de la consommation de ces produits, cette approche renouvelle l'intérêt du grand public comme des décideurs pour la lutte contre le tabagisme. Développée avec succès notamment aux États-Unis, cette stratégie vise ainsi à rendre les produits du tabac moins acceptables, moins désirables et moins accessibles en France. L'Europe étant globalement peu avancée quant à l'adoption de ce type de stratégies de lutte contre le tabac, la France fait donc office de figure pionnière en la matière.

Dans le cadre de la mise en place d'un tel programme, des enquêtes sur la perception des Français vis-à-vis de la consommation des produits du tabac, de son industrie et de sa réglementation sont des outils importants et complémentaires aux études annuelles sur la prévalence tabagique réalisées par Santé Publique France. Ces enquêtes, réalisées 2 à 3 fois par an par l'institut de sondages BVA, permettent de mieux orienter et suivre l'efficacité de la mise en place de ces politiques innovantes de prévention et de santé publique.

Ces enquêtes sont réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en France métropolitaine et ont vocation à être répétées avec la même méthode afin de pouvoir attester d'une possible évolution des opinions et perceptions à l'égard du tabac en France. Cinq enquêtes ont été réalisées à ce jour en novembre 2020, mars 2021, septembre 2021, mai 2022 et septembre 2022. Ces sondages réalisés au cours de ces deux dernières années offrent ainsi un éclairage nouveau sur la lutte contre le tabac appréhendée ici comme un phénomène de société à part entière et non plus seulement comme une problématique sanitaire relevant des seules instances de santé publique.

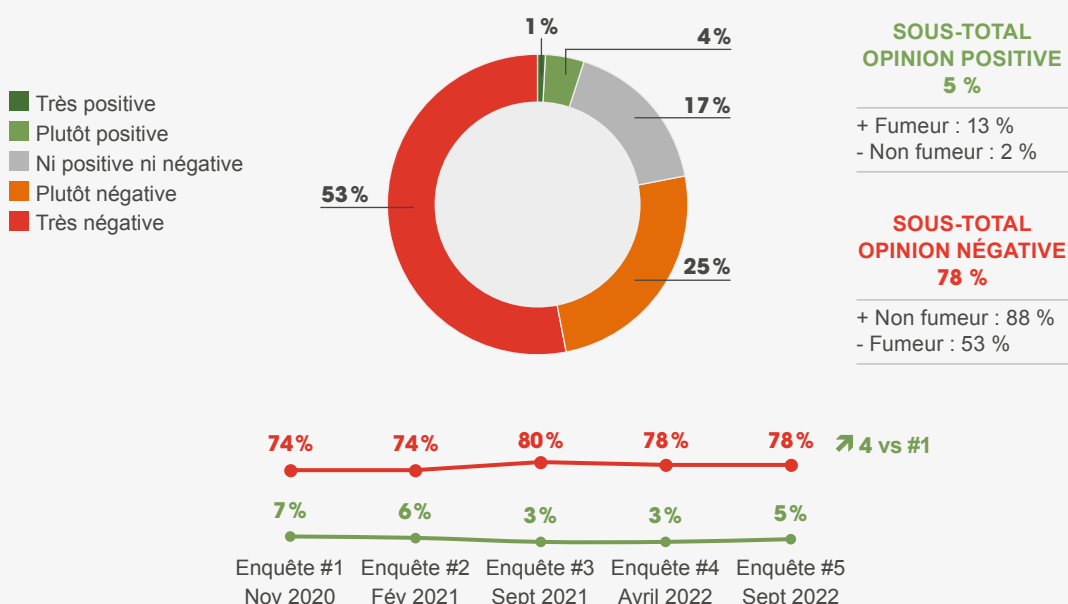
2. Pasquereau A, Andler R, Guignard R, Soullier N, Gautier A, Richard JB, Nguyen Thanh V. Consommation de tabac parmi les adultes en 2020 : résultats du Baromètre de Santé publique France. Bull Epidemiol Hebd. 2021;(8):132-9. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2021/8/2021_8_1.htm

Acceptabilité sociale du tabac

Le premier enseignement de l'enquête concerne l'opinion à l'égard des produits du tabac : si on observe globalement une mauvaise opinion des Français à ce sujet, on constate néanmoins tout au long de cette enquête que le rapport au tabac demeure ambivalent, le fait de fumer étant encore considéré comme une liberté individuelle. On remarque également un réel clivage de l'opinion en fonction du statut tabagique des personnes interrogées qui se retrouve tout au long de nos enquêtes.

Une mauvaise opinion des produits du tabac qui progresse depuis 2 ans

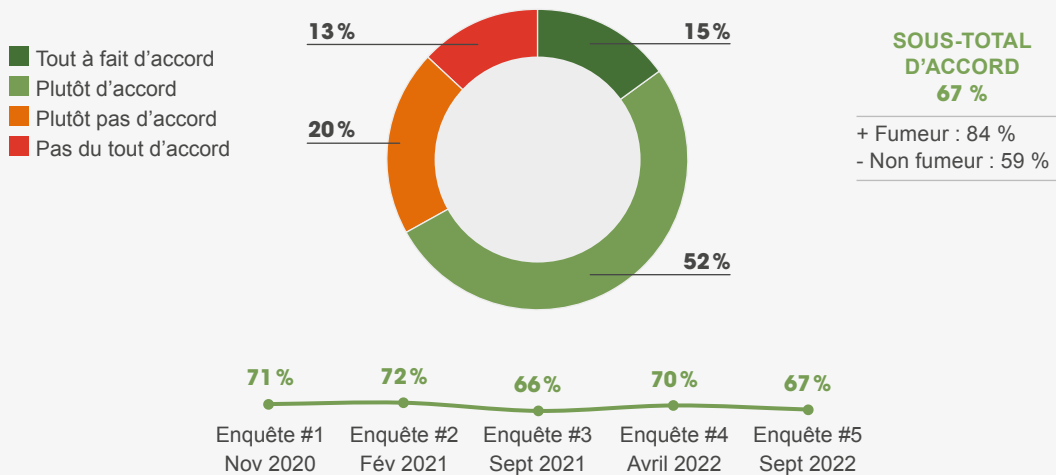
Réponse à la question : « **Quelle est votre opinion générale sur le fait de fumer des produits du tabac ?** » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



D'après nos enquêtes, les Français ont en grande majorité (78 %) une opinion négative du tabac. À la question « Quelle est votre opinion générale sur le fait de fumer des produits du tabac ? » ils sont 53 % à répondre « très négative », et 25 % à nuancer cette opinion en répondant « plutôt négative ». **La proportion de personnes ayant une opinion négative des produits du tabac a augmenté de 4 points depuis novembre 2020 et se stabilise autour des 80 % depuis les trois dernières enquêtes.** Si cette position est moins prononcée chez les fumeurs qui sont moins nombreux à avoir une opinion « très négative » du tabac (19 %), leur opinion globale à l'égard des produits du tabac reste majoritairement négative (53 %).

La consommation des produits du tabac est considérée comme une liberté individuelle par 2/3 des Français

Accord ou désaccord avec l'affirmation « fumer est une liberté individuelle qu'il faut respecter » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



En septembre 2022, **67 % des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation « Fumer est une liberté individuelle qu'il faut respecter »**. La différence de perception est toutefois notable entre fumeurs et non-fumeurs : 84 % des fumeurs sont globalement d'accord avec cette affirmation contre 59 % des non-fumeurs.

Cette différence de perception entre fumeurs et non-fumeurs observable dans toutes nos enquêtes s'explique notamment par le fait que les fumeurs développent ou adhèrent à des représentations sociales et à des idées fausses concernant le tabac³. Ce décalage est également souligné dans l'étude DePICT de l'Inserm⁴. La première vague de l'étude soulignait que 45 % des Français âgés entre 18 et 64 ans, et 29 % des jeunes entre 12 et 17 ans affirment qu'il existe « une sorte de guerre/un conflit entre fumeurs et non-fumeurs », ce qui témoigne bien de ce clivage⁵. Dans ce contexte, les actions de dénormalisation du tabac semblent très pertinentes car ces campagnes fédèrent les non-fumeurs et fumeurs autour de thématiques sociétales et environnementales communes qui visent à éclairer le rôle de l'industrie du tabac dans l'épidémie tabagique et non à stigmatiser le fumeur.

3. Oakes W, Chapman S, Borland R, Balmford J, Trotter L. «Bulletproof skeptics in life's jungle»: which self-exempting beliefs about smoking most predict lack of progression towards quitting? *Prev Med.* 2004 Oct;39(4):776-82.

4. Les Français et le tabac : lancement d'une enquête Inserm • Inserm, La science pour la santé [Internet]. Inserm. Disponible sur : <https://www.inserm.fr/actualite/francais-et-tabac-lancement-enquete-inserm/>

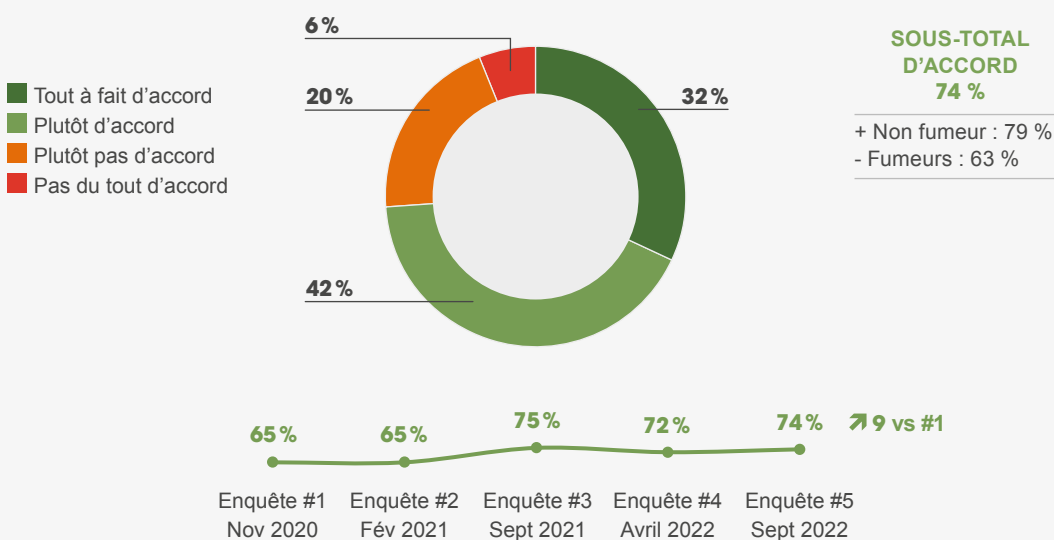
5. Les Français et le tabac : l'enquête DePICT redémarre • Inserm, La science pour la santé [Internet]. Inserm. Disponible sur : <https://www.inserm.fr/actualite/francais-et-tabac-enquete-depict-redemarre/>

Opinion sur l'industrie du tabac

Révéler au grand public les méfaits de l'industrie du tabac sur l'environnement et le non-respect des droits humains est un levier important de changement des mentalités face au tabagisme. Nos enquêtes démontrent que les Français ont relativement peu conscience des conséquences, autres que sanitaires, des activités de cette industrie mais que lorsqu'ils en sont informés, les personnes interrogées y sont très sensibles.

L'industrie du tabac perçue comme incompatible avec les droits humains

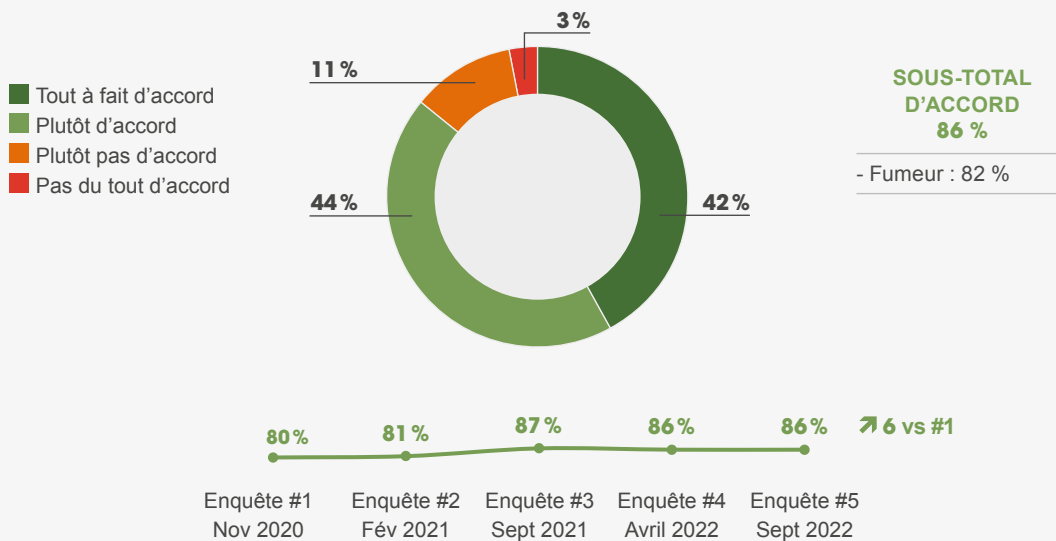
Accord ou désaccord avec l'affirmation « **L'industrie du tabac va à l'encontre des droits humains en vendant un produit addictif** » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



Une large majorité des personnes interrogées s'accordent sur le fait que « l'industrie du tabac va à l'encontre des droits humains en vendant un produit addictif » (74 %) : 32 % des personnes interrogées se déclarent « tout à fait d'accord » avec cette affirmation, 42 % d'entre elles sont « plutôt d'accord » avec celle-ci. **La proportion de personnes se déclarant globalement d'accord avec cette affirmation a augmenté de 9 points depuis 2020.** Les campagnes de l'ACT dont la campagne « Changeons leur futur » sur cette thématique participent potentiellement à cette évolution des perceptions des Français même si aucun résultat ne peut être directement attribué aux campagnes.

Un consensus sur la puissance de l'industrie face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme

Accord ou désaccord avec l'affirmation « L'industrie du tabac est aujourd'hui trop puissante face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



Plus de 8 personnes sur 10 (86 %) se déclarent d'accord avec l'affirmation « l'industrie du tabac est aujourd'hui trop puissante face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme », mais les fumeurs sont moins nombreux à se déclarer d'accord avec cette affirmation (82 %). La proportion de personnes se déclarant globalement d'accord avec cette affirmation a augmenté de 6 points depuis 2020.

Ces résultats témoignent d'une réelle prise de conscience des Français à ce sujet et soulignent la réelle nécessité d'apporter un soutien plus important aux politiques favorables à une réglementation plus stricte des relations entre l'industrie du tabac et les décideurs publics. Cette évolution de la perception de l'industrie du tabac, qui fait partie de la démarche de dénormalisation, a pu s'accompagner dans d'autres pays d'une diminution du risque d'initiation au tabagisme, d'une réduction de la prévalence du tabagisme et d'une augmentation des tentatives d'arrêt et des intentions d'arrêt⁶.

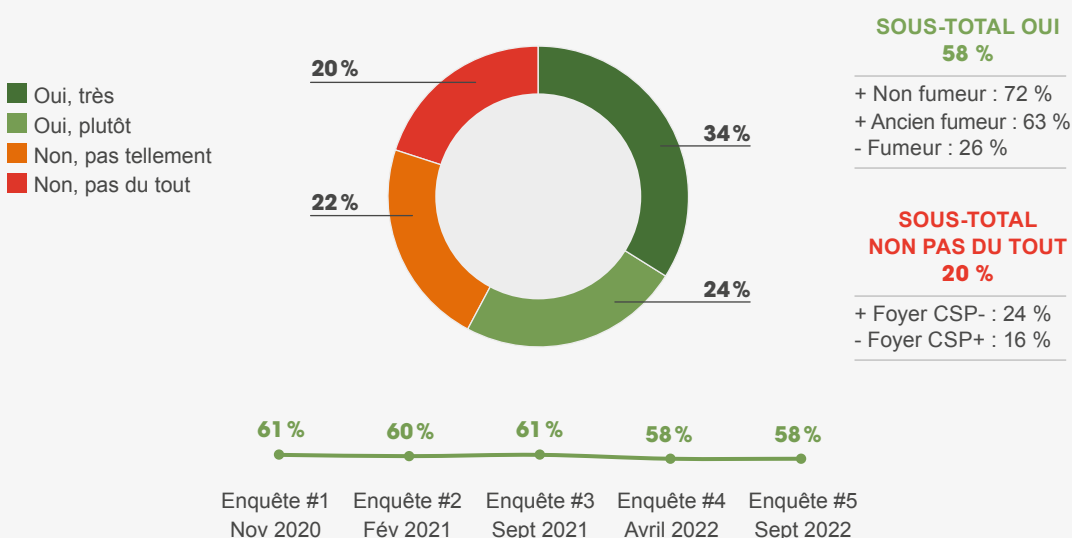
6. Ruth E. Malone et al. Tobacco Industry Denormalisation as a Tobacco Control Intervention: A Review;. San-Fransisco (CA): Tobacco Control 2012;21:162-170. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050200

Perception de la lutte contre le tabac

Les Français ayant une image plutôt négative du tabac ont également, d'après nos enquêtes, une opinion plutôt favorable de la hausse des prix du tabac et plus globalement de la lutte contre le tabagisme. Néanmoins, un clivage entre fumeurs et non-fumeurs ou encore en fonction de la catégorie socioprofessionnelle demeure et affirme la nécessité de poursuivre des actions de sensibilisation ciblées.

Une adhésion majoritaire à la poursuite de la hausse du prix tabac depuis 2020

Réponse à la question « êtes-vous favorable à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)

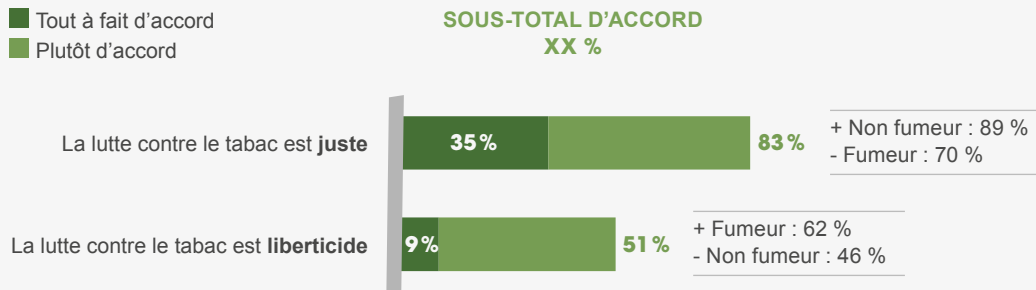


Le prix moyen du paquet de cigarettes devrait augmenter en 2023 pour atteindre les 11 euros. Cette mesure remporte une adhésion majoritaire de la part des Français : **en septembre 2022, 58 % des personnes interrogées se disent favorables à la « poursuite de l'augmentation du prix du tabac », ces proportions sont stables depuis 2020.**

Le fait d'être favorable ou non à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac diffère en fonction du statut tabagique des répondants. Les fumeurs sont en effet 2 à 3 fois moins nombreux (26 %) que le reste de la population à se déclarer « très » ou « plutôt » favorable à cette augmentation. C'est le cas de 63 % des anciens fumeurs et de 72 % des non-fumeurs. La perception à l'égard de cette mesure de lutte contre le tabagisme diffère également en fonction des catégories socio-professionnelles des répondants : les personnes interrogées issues d'un foyer CSP- sont 24 % à se déclarer pas du tout favorables à l'augmentation du prix du tabac contre seulement 16 % des personnes issues d'un foyer CSP+.

Si la lutte contre le tabac est largement considérée comme une cause juste, son caractère liberticide est bien plus clivant

Accord ou désaccord avec l'affirmation « la lutte contre le tabac est juste » et « la lutte contre le tabac est liberticide » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



La lutte contre le tabac fait toutefois toujours débat sur le plan des libertés individuelles : si elle est considérée comme « juste » par une large majorité des personnes interrogées (83 %) ; 51 % d'entre elles se déclarent toutefois d'accord avec l'affirmation que « La lutte contre le tabac est liberticide ».

L'accord ou le désaccord avec l'affirmation « La lutte contre le tabac est liberticide » diffère fortement en fonction du statut tabagique des répondants : 62 % des fumeurs se déclarent d'accord avec cette affirmation contre 46% des non-fumeurs. Ce clivage se retrouve également en fonction de la catégorie socio-professionnelle des personnes interrogées : les répondants issus de foyers CSP+ sont deux fois plus nombreux (15 %) que les CSP- (8 %) à se déclarer « pas du tout d'accord » avec l'affirmation « La lutte contre le tabac est liberticide ».

Notons toutefois que plus de la moitié des fumeurs qui affirment que la lutte contre le tabac est liberticide considèrent néanmoins que cette lutte est juste.

Ces différences d'opinion et de perception liées au tabagisme en fonction des inégalités sociales peuvent s'expliquer par la difficulté d'atteindre les publics plus précaires avec des messages et campagnes de santé publique ainsi qu'une plus grande méfiance de ces populations face à des messages de prévention⁷. Ces inégalités sociales se manifestent d'ailleurs aussi et surtout dans la prévalence du tabagisme en France. Entre 2019 et 2020, la prévalence du tabagisme quotidien a augmenté de 29,8 % à 33,3 % parmi le tiers de la population dont les revenus étaient les moins élevés⁸. Dans le contexte actuel d'une crise globale économique et sociale qui exacerbe les inégalités préexistantes, il est essentiel de restaurer parmi ces populations une baisse durable de la consommation de tabac en faisant davantage d'efforts en termes de recherches et de mise en place de politiques de santé publique à l'égard des publics plus précaires.

7. Peretti Watel P, Seror V, Verger P, Guignard R, Legleye S, Beck F. Smokers' risk perception, socioeconomic status and source of information on cancer. *Addict Behav.* 2014 ;39(9):1304-10.

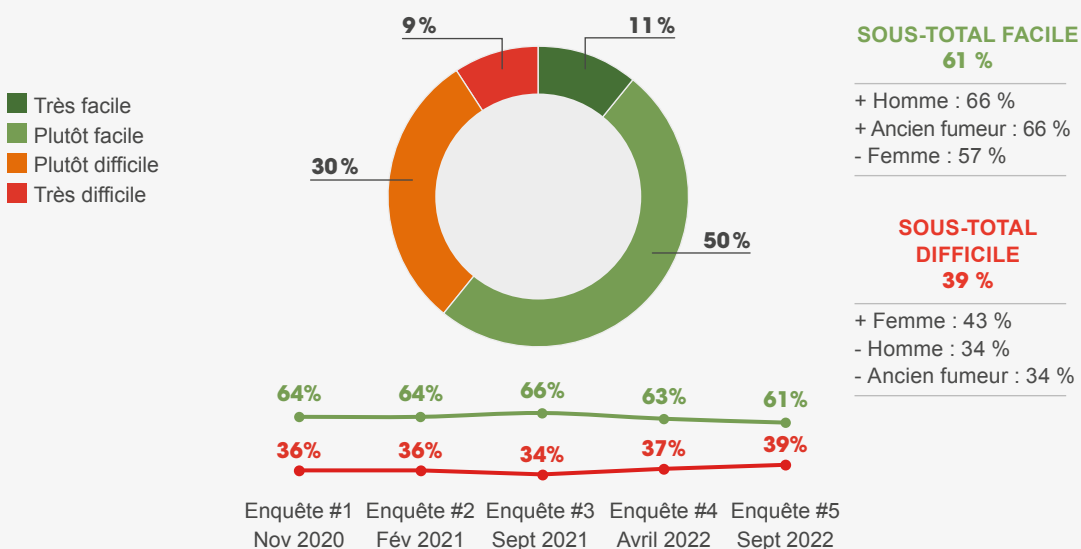
8. Pasquereau A, Andler R, Guignard R, Soullier N, Gautier A, Richard JB, Nguyen Thanh V. Consommation de tabac parmi les adultes en 2020 : résultats du Baromètre de Santé publique France. *Bull Epidemiol Hebd.* 2021;(8):132-9. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2021/8/2021_8_1.htm

Perception du sevrage tabagique

En ce Moi(s) Sans Tabac de novembre 2022, il est important d'aborder la perception du sevrage tabagique par les Français. Cet évènement qui a lieu tous les ans invite les fumeurs à s'engager ensemble dans une démarche d'arrêt du tabac pendant un mois. Notre enquête souligne que si une majorité de Français estiment qu'il est facile d'accéder à un accompagnement pour arrêter de fumer, cette question reste globalement trop peu abordée par les professionnels de santé lors de consultations.

6 personnes sur 10 estiment qu'il est facile d'avoir accès à un accompagnement pour arrêter de fumer

Réponse à la question « diriez-vous qu'il est très facile, plutôt facile, plutôt difficile ou très difficile d'accéder à un accompagnement pour arrêter de fumer en France ? » parmi les 15 ans et plus en septembre 2022 (N=1000)



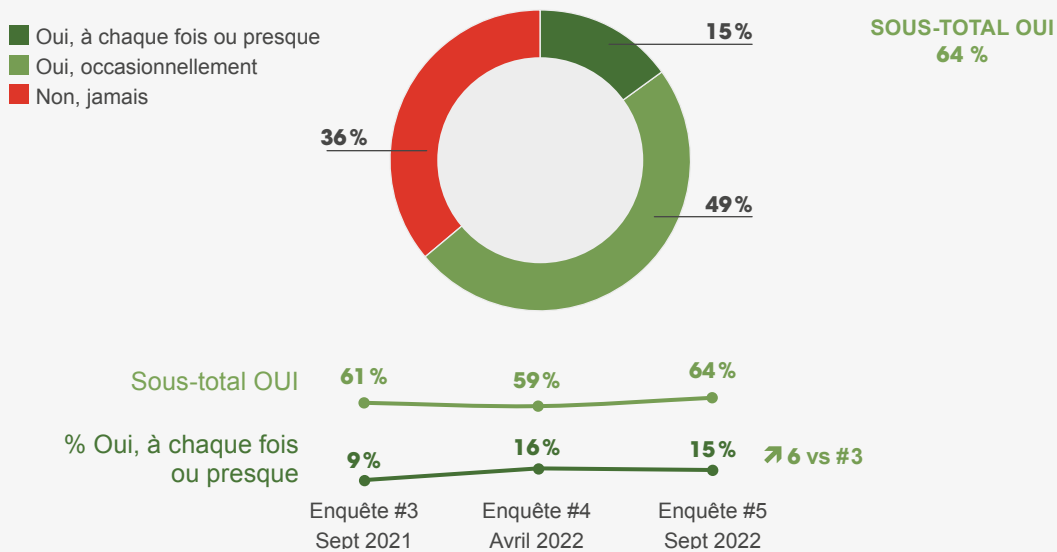
À la question : « Diriez-vous qu'il est facile, ou difficile d'accéder à un accompagnement pour arrêter de fumer en France ? » **plus de la moitié des répondants (tous : 61 %, fumeurs : 60 %) ont déclaré qu'il était globalement facile d'accéder à un accompagnement au sevrage tabagique.** La part de répondants considérant « facile » l'accès à un accompagnement pour arrêter de fumer en France diffère selon leur sexe : elle est de 66 % parmi les hommes et de 57 % parmi les femmes. Cela est inquiétant, surtout lorsqu'on sait qu'une femme sur cinq fume aujourd'hui en France et qu'entre 2000 et 2015⁹, la mortalité par cancer du poumon a augmenté de plus de 70 % chez les femmes alors qu'elle a diminué de 15 % chez les hommes¹⁰.

9. Pasquereau A, Andler R, Guignard R, Soullier N, Gautier A, Richard JB, Nguyen Thanh V. Consommation de tabac parmi les adultes en 2020 : résultats du Baromètre de Santé publique France. Bull Epidémiol Hebd. 2021;(8):132-9. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2021/8/2021_8_1.htm

10. Olié V, Pasquereau A, Assogba F A.G, Arwidson P, Nguyen-Thanh V, Chatignoux E, et al. Évolutions de la morbidité et de la mortalité liées au tabagisme chez les femmes en France métropolitaine : une situation préoccupante. Bull Epidémiol Hebd. 2018;(35-36):683-94. http://invs.santepubli quefrance.fr/beh/2018/35-36/2018_35-36_1.htm

Les professionnels de santé n'abordent jamais la question du tabagisme avec plus d'1/3 des fumeurs interrogés

Réponse à la question « les professionnels de santé abordent-ils avec vous votre consommation de tabac » parmi les fumeurs de 15 ans et plus en septembre 2022 (N=301)



Nos enquêtes révèlent que pour 36 % des fumeurs leur consommation de tabac n'est jamais abordée par leurs professionnels de santé en consultation. La consommation de tabac n'est abordée en consultation par les professionnels de santé qu'occasionnellement pour 49 % des fumeurs et à chaque fois ou presque pour 15 % seulement des fumeurs.

Pourtant, la Haute Autorité de Santé recommande le dépistage individuel de l'usage du tabac et de la dépendance à chaque consultation tout comme la recommandation systématique de l'arrêt du tabac¹¹. De plus depuis le 1^{er} janvier 2016, le droit de prescription de substituts nicotiques a été ouvert à de nouvelles professions : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, chirurgiens-dentistes et sage-femmes¹². Néanmoins en 2020 seulement 14 % des prescriptions de substituts nicotiques ont été effectuées par des non-médecins¹³. L'information relative à cette ouverture de la prescription à de nouveaux professionnels de santé doit être améliorée auprès de ces derniers comme des fumeurs pour permettre de développer l'accès aux substituts nicotiques et ainsi faciliter les démarches de sevrage des personnes souhaitant arrêter de fumer.

11. Haute autorité de santé. Arrêt de la consommation de tabac : du dépistage individuel au maintien de l'abstinence en premier recours. Saint Denis : HAS ; 2014.

12. Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, publiée au Journal officiel du 27 janvier 2016.

13. Données de remboursement de l'assurance maladie pour l'année 2020.

Conclusion

Si nos enquêtes montrent que la consommation de tabac est perçue de plus en plus négativement par les Français, cette attitude demeure cependant ambivalente. Le fait de fumer est encore majoritairement abordé comme un choix personnel relevant uniquement de la liberté individuelle de chacun. Or le tabagisme est avant tout une addiction entretenue par l'industrie du tabac. Si trop peu de Français sont conscients des conséquences sociétales et environnementales de l'activité des cigarettiers, ceux-ci s'avèrent très réceptifs à ces nouveaux messages visant l'industrie du tabac, ce qui souligne ainsi la nécessité de renouveler le prisme par lequel est envisagé la prévention du tabagisme.

À long terme, on peut escompter des effets multiplicateurs bénéfiques des actions visant à changer la perception du tabac au sein de notre société : si la désirabilité sociale du tabac diminue et que la stigmatisation des méfaits de son industrie augmente, alors la consommation de tabac des Français en sera progressivement affectée et diminuée. En menant des actions déconstruisant l'ensemble des mécanismes sociaux favorisant le tabagisme, en complémentarité avec les autres actions de prévention initiées par les acteurs français de la lutte contre le tabac, on peut s'attendre à une baisse progressive et significative de la prévalence tabagique et espérer à l'horizon 2032 l'émergence de premières générations sans tabac.



ACT - Alliance contre le tabac

13 rue d'Uzès - 75002 Paris

www.alliancecontreletabac.org

Tél. : +33 1 43 37 91 51